

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 6 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1979	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 248

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ.0544/2809 (1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1973 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ, ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ, ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ, ΓΕΩΡΓΙΑΣ, ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ, ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει: 1) τὰς διατάξεις τῶν ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκολαυικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπογραφέντων Πρακτικῶν τῆς 2ας, 3η, 4ης, 5ης, 6ης καὶ 7ης Συνόδου, ἐγκριθέντων δι' Ὑπουργικῶν Ἀποφάσεων δημοσιευθεισῶν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 106 ΦΕΚ Α' τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1972, 175 ΦΕΚ Α' τῆς 16ης Αὐγούστου 1973, 86 ΦΕΚ Α' τῆς 30ῆς Ἀπριλίου 1975, 283 ΦΕΚ Α' τῆς 27ης Ὀκτωβρίου 1976, 149 ΦΕΚ Α' τῆς 19ης Σεπτεμβρίου 1978 καὶ 143 ΦΕΚ Α' τῆς 12ης Σεπτεμβρίου 1978 ἀντιστοίχως, 2) τὸ κείμενον τοῦ ὑπὸ ἔγκρισιν Πρακτικοῦ, ἀποφασίζομεν:

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1978 ὑπογραφὲν Πρακτικὸν τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαυικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25ῃ Σεπτεμβρίου 1978

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**	ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ **ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ**	ΓΕΩΡΓΙΑΣ **ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ**
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ **ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ**	ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ **ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ**
ΕΜΠΟΡΙΟΥ **ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ**	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ **ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

PROCES - VERBAL

de la 8ème Session de la Commission Mixte Interministérielle GRECO - YOUGOSLAVE

La Commission Mixte Interministérielle Gréco - Yougoslave s'est réunie pour la 8ème fois à Beograd du 9 au 12 octobre 1978.

La Délégation hellénique a été présidée par S.E. M. Georges Contogeorgis, Ministre sans portefeuille, chargé des relations avec les Communautés Européennes, et la Délégation yougoslave par S.E. M. Svetozar Pepovski, Membre du Conseil Exécutif Fédéral.

Les listes des membres des deux Délégations figurent aux annexes I et II du présent Procès - Verbal.

Avant l'ouverture de la session, les 5 Sous - commissions suivantes se sont réunies à Beograd :

1. Sous - commission pour les échanges commerciaux.
2. Sous - commission pour la coopération industrielle.
3. Sous - commission pour l'agriculture.
4. Sous - commission pour les transports et les communications.
5. Sous - commission pour la coopération scientifique et technique.

Les deux Délégations ont tout d'abord fait le bilan des réalisations qui ont eu lieu depuis la dernière session de la Commission Mixte Interministérielle en rapport avec les décisions et recommendations formulées à cette occasion.

La Commission Interministérielle, après avoir pris note des exposés des chefs des Sous - commission sur les résultats des travaux dans leurs domaines respec-

tifs, a passé en revue, en séances plénières toutes les questions qui faisaient l'objet de son ordre du jour et est arrivée aux conclusions suivantes :

I. ECHANGES COMMERCIAUX

Les deux Parties ont analysé en détail l'évolution des échanges commerciaux mutuels et en ont conclu que le volume total de ces échanges est en accroissement considérable. Elles ont constaté que, malgré les différences dans les données statistiques du commerce extérieur, le taux d'accroissement des échanges commerciaux réciproques, au cours de l'année 1977, et en particulier les exportations yougoslaves vers la Grèce, ont augmenté. D'autre part, vu l'accroissement des exportations yougoslaves, la question du déficit grec reste ouverte ainsi que la nécéssité de le diminuer.

En ce qui concerne l'évolution des échanges commerciaux pendant le premier semestre de l'année en cours, une augmentation considérable des exportations yougoslaves vers la Grèce et un recul des exportations grecques vers la Yougoslavie ont été constatés, ce qui a eu pour conséquence une détérioration remarquable de la balance commerciale.

La Délégation hellénique a indiqué à ce propos que de nombreux produits grecs, qui étaient auparavant traditionnellement exportés vers la Yougoslavie, ont cessé de l'être pendant la susdite période, tandis que l'exportation d'autres produits a considérablement diminué.

Tenant compte de ce qui précède, la Partie yougoslave a informé la Partie hellénique de ses besoins d'importation de certains produits jusqu'à la fin de cette année et elle a demandé à la Partie hellénique d'examiner les possibilités de livrer ces produits à la Yougoslavie et de l'en informer. La Partie hellénique a fourni des renseignements concernant les possibilités actuelles.

D'autre part, sur demande de la Partie Yougoslave, la Partie hellénique lui a livré une liste additionnelle des produits grecs disponibles à l'exportation. Cette liste sera examinée par la Partie Yougoslave afin de procéder a des importations qui contribueront à l'élimination du déficit de la balance commerciale le plus tôt possible.

Prenant en considération le développement marqué et les perspectives potentielles, les deux Parties ont exprimé le désir de déployer des efforts plus actifs dans les meilleurs délais tant pour l'augmentation du volume total que pour la diversification de la structure des échanges commerciaux et leur évolution plus harmonieuse.

Les deux Délégations ont exprimé leur volonté de faire le maximum d'efforts pour surmonter les difficultés existantes et à cette fin apporter leur appui aux hommes d'affaires des deux pays dans le cadre des échanges des missions des Chambres de Commerce.

Trafic frontalier de marchandises

La Délégation yougoslave a réitéré sa proposition d'examiner la possibilité de conclure un accord sur les trafic frontalier de marchandises et des arrangements directs entre les foires des deux pays, ainsi que de créer une zone libre commune. Elle a exposé tous les avantages qu'à son avis de tels accords présenteraient pour les échanges commerciaux en général et particulièrement dans la région frontalière.

La Délégation hellénique a exposé de nouveau les raisons qui ne permettent pas à la Partie hellénique d'accepter de tels accords et arrangements, raisons qui restent toujours valables.

Convention pour éviter la double imposition

Les deux Parties ont décidé de continuer des contacts entre les Ministères des Finances des deux pays, afin d'étudier la possibilité de conclure une convention pour éviter la double imposition sur le revenu et le capital.

Les Ministères en question s'entendront sur l'échange des textes jugés utiles à cette fin, y compris les textes législatifs.

II. COOPERATION INDUSTRIELLE

Les deux Parties ont convenu qu'un certain progrès a été atteint dans le domaine de la coopération industrielle au cours de la période entre les deux sessions de la Sous - commission de coopération industrielle.

Les deux Parties ont procédé à des échanges d'informations sur le développement économique dans leurs pays respectifs, ainsi que sur la promotion de la coopération industrielle et les processus régissant ce genre de coopération.

Les deux Parties ont analysé les résultats obtenus entre les deux sessions de la Sous - commission et ont constaté qu'au cours de cette période deux accords de coopération ont été signés entre des firmes grecques et des organisations de travail associé yougoslaves.

Les deux Parties ont également constaté qu'il existe une vive activité en vue de rechercher des possibilités de développer la coopération industrielle entre les deux pays dans divers domaines.

Les deux Parties se sont mises d'accord qu'il existe des possibilités réelles de coopération dans des marchés tiers et à cette fin elles vont entreprendre des efforts conjoints.

III. AGRICULTURE

Les deux Parties ont constaté que la coopération agricole a continué de se développer, surtout dans le domaine des céréales où un contrat a été signé, et que les conventions bilatérales en vigueur dans ce domaine ont été appliquées.

Les deux Parties se sont mises d'accord pour examiner les possibilités de développer et d'élargir la coopération dans les domaines suivants :

Production végétale (fruits à noyau, horticulture, plantes médicinales, herbes odoriférantes) ;

élevage (bovins, moutons, porcs, prisciculture) ;

– médicine vétérinaire, sylviculture, association coopérative en agriculture, organisation bancaire dans le domaine de l'agriculture, ainsi que modernisation des conventions concernant les plantes et la médicine vétérinaire.

Les services compétents, organisations, institutions en instituts des deux pays prendront en considération les possibilités d'élargir la coopération dans les domaines susmentionnés et établiront les programmes concrets de cette coopération.

IV. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les deux Parties se sont mises mutuellement au courant des problèmes pendants dans le domaine des transports et elles ont recommandé que l'on contunue de travailler pour trouver les solutions acceptables aux deux Parties.

V. COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Les deux Parties ont constaté le progrès satisfaisant enregistré en 1978 en matière de coopération scientifique et technique. Le nombre des programmes de recherche s'est accru et celui desvisites a plus que triplé en 1978 par rapport à 1977, alors qu'en même temps on a en-

tamé une nouvelle forme de coopération à savoir la réalisation de programmes de recherche communs, qui constituent le but essentiel des efforts entrepris par les deux Parties.

Les deux Parties se sont ensuite mises d'accord sur le programme de 1979, et, afin d'établir une coopération encore plus étroite dans les domaines de la science et de la recherche, elles se sont efforcées de répartir les échanges de scientifiques de façon plus rationnelle parmi les instituts des deux pays et d'atteindre le maximum de 11 mois, prévu par l' «Accord sur les échanges de scientifiques et chercheurs», du 17 Avril 1976, ce qui constitue le double du nombre total des visites organisées pour 1978. Elles ont également noté avec satisfaction que les sujets proposés par les deux Parties reflétaient, dans la plupart des cas, des intérêts similaires

VI. COOPERATION DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Les deux Parties ont exprimé leur satisfaction pour le développement favorable de la coopération dans ce domaine et se sont mises d'accord pour que la prochaine session de la Commission mixte pour l'hydroéconomie ait lieu au début de l'année 1979.

VII. OLEODUC

Les deux Parties se sont informées des questions pendantes concernant le projet d'oléoduc et se sont mises d'accord pour continuer les efforts afin de trouver des solutions acceptables aux deux Parties.

VIII. TOURISME

La Commission a exprimé son appréciation pour les travaux de la Commission Mixte pour le développement du tourisme, ainsi que les mesures prises afin de poursuivre l'intensification du mouvement touristique mutuel, de même que pour attirer des touristes de pays tiers.

Dans le but de promouvoir la coopération dans les domaines économique et touristique, les deux Parties appuient les efforts des organes compétents des deux pays en vue de simplifier les formalités de visas.

IX. DIVERS

Pendant la période entre deux sessions, les présidents, les vice - présidents, les chefs des Sous - commissions et les Sous - commissions pourront se rencontrer sur l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, dans le but d'examiner des questions de la compétence de la Commission.

La Commission recommande que les deux Parties continuent leurs efforts pour régler la question des droits et intérêts.

Les communications entre les deux Parties pour l'application des dispositions du présent Procès - Verbal se feront par voie diplomatique.

Les deux Délégations se sont montrées particulièrement satisfaites du climat de compréhension et d'étroite coopération dans lequel se sont déroulées leurs conversations.

Fait à Beograd, le 12 octobre 1978, en double exemplaire, en langue française, faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie
Georges Contogeorgis	Svetozar Pepovski

ANNEXE I

LISTE

DE LA DELEGATION HELLENIQUE

PRESIDENT :

M. Georges CONTOGEORGIS, Ministre sans portefeuille, Chargé des Relations avec les Communautes Européennes.

VICE – PRESIDENT :

M. Stavros DIMAS, Sous - Secrétaire du Ministère de la Coordination.

MEMBRES :

Marcos ECONOMIDES, Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères.

Charalambos MITSOTAKIS, Directeur Général au Ministère de l'Industrie et de l'Energie.

Antonios MERKOURIS, Directeur Général honoraire du Ministère du Commerce.

Emmanuel GHIKAS, Premier Conseiller d'Ambasade du Ministere des Affaires Etrangères.

Georges BOUNTONAS, Directeur Général Adjoint au Ministère de l'Agriculture.

Nicolaos LADOPOULOS, Conseiller à l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

Vassilios KARAVIAS, Directeur au Ministère de la Coordination.

Théodoros CHALKIOPOULOS, Collaborateur Juridique au Ministère des Affaires Etrangères.

Georges PAPADIMITRIOU, Directeur au Ministère de l'Industrie.

Jean KARAYORGAS, Directeur au Ministère des Communications.

Andreas PEPONIS, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

Charalambos DIMITRIOU, Attaché d'Ambassade.

Dimosthénis SKARIMBAS, Economiste, Ministère de la Coordination.

Annita MAVROMICHALI, Secrétaire Commerciale auprès de l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

EXPERTS :

Georges ARGUIROPOULOS, Chef du Service de la Recherche Scientifique et Technique.

Nicolas TSAGRIDIS, Président du Conseil National de l'Energie.

Jean LAMBROS, Gouverneur des Chemins de fer helléniques.

Georges SOTIROPOULOS, Sous - Directeur à la Banque de Grèce.

ANNEXE II

LISTE

DE LA DELEGATION YOUGOSLAVE

PRESIDENT :

Svetozar PEPOVSKI, Membre du Conseil Exécutif Fédéral

VICE - PRESIDENT :

Aleksandar DRLJACA, Conseiller du Conseil Exécutif Fédéral

MEMBRES :

Zoran NASTIC, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Serbie

Milan HORVAT, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Macédoine

Djuro PODUNAVAC, Président adjoint du Comité Fédéral de l'Industrie et l'Energie

Keti COMOVSKA, Président adjoint du Comité Fédéral du Transport et des Communications

Sokolj NIMANI, Président adjoint du Comité Fédéral de l'Agriculture

Dusan NEJKOV, Fonctionnaire au Conseil Exécutif Fédéral

Ljuba RELJIC, Directeur général adjoint dans l'Office Fédéral de la coopération scientifique, éducative culturelle et technique internationale

Vera PEJNOVIC, Directeur du Département au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur

Miodrag KELIC, Conseiller Economique auprès de l'Ambassade de la RSF de Yougoslavie à Athènes

Petronije STANOJEVIC, Conseiller au Secrétariat Fédéral des Affaires Etrangères

Trifun VICTOSEVIC, Délégué de la Chambre Economique de Yougoslavie à Athènes

Dinka VESELINOVIC, Conseiller à la Chambre Economique de Yougoslavie

Boro RIKALOVSKI, Directeur de la Raffinerie en construction, Skopje

SECRETAIRE :

Jerka STOJILJKOVIC, Conseiller au Sécrétariat Fédéral du Commerce Extérieur

INTERPRETE :

Kalina KARADZOVA

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς ΕΛΛΗΝΟ-ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΚΗΣ Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Μικτὴ Ἑλληνο-Γιουγκοσλαυικὴ Διυπουργικὴ Ἐπιτροπὴ συνῆλθε διὰ 8ην φορὰν εἰς Μπέογκραντ ἀπὸ τῆς 9ης μέχρι τῆς 12ης Ὀκτωβρίου 1978.

Τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας προήδρευσεν ἡ Α.Ε. ὁ Γεώργιος Κοντογεώργης, Ὑπουργὸς ἄνευ χαρτοφυλακίου, ἁρμόδιος διὰ τὰς σχέσεις μετὰ τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων, τῆς δὲ Γιουγκοσλαυικῆς Ἀντιπροσωπείας ἡ Α.Ε. ὁ SVETOZAR PEPOVSKI, Μέλος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

Οἱ κατάλογοι τῶν μελῶν τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν περιλαμβάνονται εἰς τὰ παραρτήματα Α' καὶ Β' τοῦ παρόντος Πρακτικοῦ.

Πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς συνόδου, αἱ 5 ἀκόλουθοι Ὑποεπιτροπαὶ συνῆλθον εἰς Μπεογκράντ :

1. Ὑποεπιτροπὴ διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγάς.
2. Ὑποεπιτροπὴ διὰ τὴν βιομηχανικὴν συνεργασίαν.
3. Ὑποεπιτροπὴ διὰ τὴν γεωργίαν.
4. Ὑποεπιτροπὴ διὰ τὰς μεταφορὰς καὶ τὰς συγκοινωνίας.
5. Ὑποεπιτροπὴ διὰ τὴν ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἔκαμον κατὰ πρῶτον τὸν απολογισμὸν τῶν ἐπιτεύξεων αἱ ὁποῖαι ἔλαβον χώραν ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν σχέσει πρὸς τὰς διατυπωθείσας ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ ἀποφάσεις καὶ συστάσεις.

Ἡ Διυπουργικὴ Ἐπιτροπή, ἀφοῦ ἔλαβε σημείωσιν τῶν ἐκθέσεων (EXPOSES) τῶν προέδρων τῶν Ὑποεπιτροπῶν ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀποτελέσματα τῶν ἐργασιῶν εἰς τοὺς οἰκείους αὐτῶν τομεῖς, προέβη εἰς ἐπιθεώρησιν, εἰς ὁλομελεῖς συνεδριάσεις, ὅλων τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα ἀπετέλουν τὸ ἀντικείμενον τῆς ἡμερησίας αὐτῆς διατάξεως καὶ κατέληξεν εἰς τὰ ἀκόλουθα συμπεράσματα.

Α'. ΕΜΠΟΡΙΚΑΙ ΑΝΤΑΛΛΑΓΑΙ

Τὰ δύο Μέρη ἀνέλυσαν λεπτομερῶς τὴν ἐξέλιξιν τῶν ἀμοιβαίων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ συνεπέραναν ὅτι ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν ἐν λόγῳ ἀνταλλαγῶν αὐξάνεται σημαντικῶς.

Διεπίστωσαν ὅτι, πρὸς τὰς διαφορὰς εἰς τὰ στατιστικὰ δεδομένα τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου, τὸ ποσοστὸν αὐξήσεως τῶν ἀμοιβαίων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους 1977, καὶ ἰδίᾳ αἱ πρὸς τὴν Ἑλλάδα γιουγκοσλαυϊκαὶ ἐξαγωγαί, ηὐξήθησαν. Ἀφ' ἑτέρου, ἕνεκα τῆς αὐξήσεως τῶν γιουγκοσλαυϊκῶν ἐξαγωγῶν, τὸ ζήτημα τοῦ ἑλληνικοῦ ἐλλείμματος παραμένει ἀνοικτόν, ὡς ἐπίσης καὶ ἡ ἀνάγκη μειώσεως αὐτοῦ.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐξέλιξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πρώτου ἑξαμήνου τοῦ τρέχοντος ἔτους, διεπιστώθησαν σημαντικὴ αὔξησις τῶν πρὸς τὴν Ἑλλάδα γιουγκοσλαυικῶν ἐξαγωγῶν καὶ μείωσιν τῶν πρὸς τὴν Γιουγκοσλαυΐαν ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν τοῦθ' ὅπερ ἔσχεν ὡς συνέπειαν μίαν σημαντικὴν ἐπιδείνωσιν τοῦ ἐμπορικοῦ ἰσοζυγίου.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ὑπέδειξεν ὡς πρὸς αὐτὸ ὅτι πολυάριθμα ἑλληνικὰ προϊόντα, τὰ ὁποῖα κατὰ παράδοσιν ἐξήγοντο πρότερον μὲ κατεύθυνσιν τὴν Γιουγκοσλαυΐαν, ἔπαυσαν ἐξαγόμενα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προαναφερομένης περιόδου, ἐνῷ ἡ ἐξαγωγὴ ἄλλων προϊόντων ἐμειώθη σημαντικῶς.

Λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰ ἀνωτέρω, ἡ Γιουγκοσλαυϊκὴ πλευρὰ ἐπληροφόρησε τὴν Ἑλληνικὴν πλευρὰν περὶ τῶν ἀναγκῶν αὐτῆς διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ὡρισμένων προϊόντων μέχρι τοῦ τέλους τοῦ παρόντος ἔτους καὶ ἐζήτησε παρὰ τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς ὅπως ἐξετάσῃ τὰς δυνατότητας νὰ παραδώσῃ τὰ προϊόντα ταῦτα εἰς τὴν Γιουγκοσλαυίαν καὶ νὰ πληροφορήσῃ αὐτὴν περὶ τούτου. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ παρέσχε πληροφορίας ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐνεστώσας δυνατότητας.

Ἀφ' ἑτέρου, κατ' αἴτησιν τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς πλευρᾶς, ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ παρέδωσεν εἰς αὐτὴν συμπληρωματικὸν κατάλογον τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν διαθεσίμων ἑλληνικῶν προϊόντων. Ὁ κατάλογος οὗτος θέλει ἐξετασθῇ ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς πλευρᾶς, ἵνα αὕτη προβῇ εἰς εἰσαγωγὰς αἱ ὁποῖαι θὰ συμβάλουν εἰς τὴν ἐξάλειψιν τοῦ ἐλλείμματος τοῦ ἐμπορικοῦ ἰσοζυγίου ὅσῳ τὸ δυνατὸν ταχύτερον.

Λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὴν ἀξιόλογον ἀνάπτυξιν καὶ τὰς δυνητικὰς προοπτικάς, τὰ δύο Μέρη ἐξέφρασαν τὴν ἐπιθυμίαν των ὅπως ἀναπτύξουν περισσότερον δραστηρίας προσπαθείας ἐντὸς τῶν προσφορωτέρων προθεσμιῶν, τόσον διὰ τὴν αὔξησιν τοῦ συνολικοῦ ὄγκου ὅσον καὶ διὰ τὴν ποίκιλσιν τῆς δομῆς τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν πλέον ἁρμονικὴν ἐξέλιξίν των.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐξέφρασαν τὴν θέλησιν αὐτῶν ὅπως καταβάλουν τὸ ἀνώτατον ὅριον προσπαθειῶν διὰ νὰ ὑπερβῶσιν τὰς ὑφισταμένας δυσχερείας καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον νὰ παρέχουν τὴν ὑποστήριξίν των εἰς τοὺς ἐπιχειρηματίας (HOMMES D'AFFAIRES) ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἀνταλλαγῶν τῶν ἀποστολῶν (MISSIONS) τῶν Ἐμπορικῶν Ἐπιμελητηρίων.

Μεθοριακὴ διακίνησις τῶν ἐμπορευμάτων.

Ἡ Γιουγκοσλαυϊκὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπανέλαβε τὴν πρότασίν της ὅπως ἐξετάσῃ τὴν δυνατότητα τῆς συνάψεως συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὴν μεθοριακὴν διακίνησιν τῶν ἐμπορευμάτων καὶ ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεις μεταξὺ τῶν ἐμποροπανηγύρεων (FOIRES) τῶν δύο χωρῶν, ὡς καὶ τὴν δυνατότητα δημιουργίας κοινῆς ἐλευθέρας ζώνης. Ἐξέθεσε ὅλα τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα τοιαῦται συμφωνίαι θὰ παρουσίαζον διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς ἐν γένει καὶ ἰδίως εἰς τὴν μεθοριακὴν περιοχήν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξέθεσεν ἐκ νέου τοὺς λόγους οἱ ὁποῖοι δὲν ἐπιτρέπουν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν πλευρὰν νὰ δεχθῇ τοιαύτας συμφωνίας καὶ συνεννοήσεις, λόγοι οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν πάντοτε.

Σύμβασις πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας.

Τὰ δύο Μέρη ἀπεφάσισαν νὰ συνεχίσουν τὰς ἐπαφὰς μεταξὺ τῶν Ὑπουργείων Οἰκονομικῶν τῶν δύο χωρῶν,

πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ μελετήσουν τὴν δυνατότητα συνάψεως συμβάσεως πρὸς ἀποτροπὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τοῦ εἰσοδήματος καὶ τοῦ κεφαλαίου.

Τὰ ἐν λόγῳ Ὑπουργεῖα θὰ συνεννοηθοῦν ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν κειμένων τὰ ὁποῖα θὰ κριθοῦν ὡς χρήσιμα πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, συμπεριλαμβανομένων τῶν νομοθετικῶν κειμένων.

Β'. ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ ὅτι ὡρισμένη πρόοδος συνετελέσθη εἰς τὸν τομέα τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἡ ὁποία ἐμεσολάβησε μεταξὺ τῶν δύο συνόδων τῆς Ὑποεπιτροπῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας.

Τὰ δύο Μέρη προέβησαν εἰς ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν περὶ τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως εἰς τὰς οἰκείους αὐτῶν χώρας, ὡς ἐπίσης καὶ περὶ τῆς προωθήσεως τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας καὶ πορείας ἡ ὁποία θὰ πρέπει νὰ ἀκολουθηθῇ διὰ τὸ εἶδος τοῦτο συνεργασίας.

Τὰ δύο Μέρη ἀνέλυσαν τὰ μεταξὺ τῶν δύο συνόδων τῆς Ὑποεπιτροπῆς ἐπιτευχθέντα ἀποτελέσματα καὶ διεπίστωσαν ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ταύτης δύο συμφωνίαι συνεργασίας ὑπεγράφησαν μεταξὺ ἑλληνικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ γιουγκοσλαυϊκῶν ὀργανώσεων συνεργασίας (ORGANISATIONS DE TRAVAIL ASSOCIE).

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν ἐπίσης τὴν ὕπαρξιν ἐντόνου δραστηριότητος πρὸς ἀναζήτησιν τῶν δυνατοτήτων ἀναπτύξεως τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν εἰς διαφόρους τομεῖς.

Τὰ δύο Μέρη εὑρέθησαν σύμφωνα ὅτι ὑφίστανται πραγματικαὶ δυνατότητες συνεργασίας εἰς τρίτας ἀγορὰς (MARCHES TIERS) καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν θὰ ἀποδυθοῦν εἰς κοινὰς προσπαθείας.

Γ'. ΓΕΩΡΓΙΑ

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν ὅτι ἡ γεωργικὴ συνεργασία ἐξηκολούθησε νὰ ἀναπτύσσεται, ἰδίως εἰς τὸν τομέα τῶν δημητριακῶν, ἔνθα ὑπεγράφη συμβόλαιον, καὶ ὅτι αἱ ἐν ἰσχύι διμερεῖς συμβάσεις αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὸν τομέα τοῦτον, ἐφηρμόσθησαν.

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν νὰ ἐξετάσουν τὰς δυνατότητας νὰ ἀναπτύξουν καὶ διευρύνουν τὴν συνεργασίαν εἰς τοὺς ἑξῆς τομεῖς :

— φυτοπαραγωγὴ (πυρηνοφόροι καρποί, κηπουρική, φαρμακευτικὰ φυτά, ἀρωματικαὶ βοτάναι),

— κτηνοτροφία (βοώδη, πρόβατα, χοῖροι, ἰχθυοτροφία),

— κτηνιατρική, δασοκομία, συνεργατικὸς συνεταιρισμὸς εἰς τὴν γεωργίαν, τραπεζιτικὴ διοργάνωσις εἰς τὸν τομέα τῆς γεωργίας, καθὼς καὶ ἐκσυγχρονισμὸς τῶν ἀφορωσῶν τὰ φυτὰ καὶ τὴν κτηνιατρικήν.

Αἱ ἁρμόδιαι ὑπηρεσίαι, αἱ ὀργανώσεις, τὰ ἱδρύματα καὶ τὰ ἰνστιτοῦτα τῶν δύο χωρῶν θὰ λάβουν ὑπ' ὄψιν τὰς δυνατότητας διευρύνσεως τῆς συνεργασίας εἰς τοὺς προαναφερομένους τομεῖς καὶ νὰ καταρτίσουν τὰ συγκεκριμένα προγράμματα τῆς συνεργασίας ταύτης.

Δ'. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΙ

Τὰ δύο Μέρη κατέστησαν ἀμοιβαίως ἐνήμερα τῶν ἐκκρεμῶν εἰς τὸν τομέα τῶν μεταφορῶν προβλημάτων καὶ συνέστησαν τὴν συνέχισιν τῆς ἐργασίας πρὸς ἐξεύρεσιν παραδεκτῶν εἰς ἀμφότερα τὰ Μέρη λύσεων.

Ε'. ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ ΚΑΙ ΤΕΧΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν τὴν ἱκανοποιητικὴν πρόοδον ἡ ὁποία παρετηρήθη τὸ 1978 ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν.

Ὁ ἀριθμὸς τῶν προγραμμάτων ἐρευνῶν ηὐξήθη καὶ ἐκεῖνος τῶν ἐπισκέψεων πλέον ἢ ἐτριπλασιάσθη κατὰ τὸ 1978 ἐν συγκρίσει πρὸς τὸ 1977, ἐνῷ ταυτοχρόνως ἐγένετο ἔναρξις μιᾶς νέας μορφῆς συνεργασίας, ἤτοι ἡ πραγματοποίησις κοινῶν προγραμμάτων ἐρευνῶν, τὰ ὁποῖα συνιστοῦν τὸν οὐσιώδη σκοπὸν τῶν ἀναληφθεισῶν ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν προσπαθειῶν.

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ἀκολούθως ἐπὶ τοῦ προγράμματος τοῦ 1979 καί, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐγκαταστήσουν μίαν ἔτι στενωτέραν συνεργασίαν εἰς τοὺς τομεῖς τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς ἐρεύνης, κατέβαλον προσπάθειαν ὅπως κατανείμουν κατὰ τρόπον πλέον ὀρθολογικὸν τὰς ἀνταλλαγὰς μελετητῶν τῶν φυσικῶν ἐσπιτημῶν (SCIENTIFIQUES) μεταξὺ τῶν ἰνστιτούτων τῶν δύο χωρῶν καὶ νὰ φθάσουν τὸ ἀνώτατον ὅριον τῶν 11 μηνῶν, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς «Συμφωνίας περὶ ἀνταλλαγῆς μελετητῶν φυσικῶν ἐπιστημῶν καὶ ἐρευνητῶν», τῆς 17ης Ἀπριλίου 1976, ὅπερ ἀποτελεῖ τὸ διπλάσιον τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ὀργανωθεισῶν διὰ τὸ 1978 ἐπισκέψεων. Ἐσημείωσαν ἐπίσης μεθ' ἱκανοποιήσεως ὅτι τὰ προταθέντα ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν θέματα ἀντικατόπτριζον, εἰς τὰς περισσοτέρας τῶν περιπτώσεων, παρεμφερῆ ἐνδιαφέροντα.

ΣΤ' ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΩΝ ΣΧΕΔΙΩΝ ΑΝΑΠΤΥΞΕΩΣ

Τὰ δύο Μέρη ἐξέφρασαν τὴν ἱκανοποίησίν των διὰ τὴν εὐνοϊκὴν ἀνάπτυξιν τῆς συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τοῦτο καὶ ἔμειναν σύμφωνα ἵνα ἡ προσεχὴς σύνοδος τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὑδροοικονομίαν λάβῃ χώραν εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἔτους 1979.

Ζ'. ΠΕΤΡΕΛΑΙΟΑΓΩΓΟΣ

Τὰ δύο Μέρη ἐνημερώθησαν ἐπὶ τῶν ἀφορώντων τὸν πετρελαιοαγωγὸν ἐκκρεμῶν ζητημάτων καὶ συνεφώνησαν ὅπως συνεχίσουν τὰς προσπαθείας πρὸς ἐξεύρεσιν λύσεων παραδεκτῶν εἰς ἀμφότερα τὰ Μέρη.

Η'. ΤΟΥΡΙΣΜΟΣ

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξέφρασε τὴν ἐκτίμησιν αὐτῆς διὰ τὰς ἐργασίας τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὰ ληφθέντα μέτρα διὰ τὴν συνέχισιν τῆς ἐντατικοποιήσεως τῆς ἀμοιβαίας τουριστικῆς κινήσεως, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν προσέλκυσιν περιηγητῶν τρίτων χωρῶν.

Πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ προωθήσουν τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν οἰκονομικὸν καὶ τὸν τουριστικὸν τομέα, τὰ δύο Μέρη παρέχουν τὴν ὑποστήριξίν των εἰς τὰς προσπαθείας τῶν ἁρμοδίων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν διὰ τὴν ἁπλούστευσιν τῶν διατυπώσεων τῶν θεωρήσεων (VISAS).

Θ'. ΔΙΑΦΟΡΑ

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν μεταξὺ τῶν δύο συνόδων περιόδων, οἱ πρόεδροι, οἱ ἀντιπρόεδροι, οἱ πρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν καὶ αἱ Ὑποεπιτροπαὶ θὰ δύνανται νὰ συναντῶνται, τῇ πρωτοβουλίᾳ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Μερῶν, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐξετάζουν ζητήματα ὑπαγόμενα εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ ὅπως ἀμφότερα τὰ Μέρη συνεχίσουν τὰς προσπαθείας των διὰ τὸν διακανονισμὸν τοῦ ζητήματος τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων.

Αἱ κοινοποιήσεις (COMMUNICATIONS) μεταξὺ τῶν δύο Μερῶν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρακτικοῦ θὰ γίνωνται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐφάνησαν ἰδιαιτέρως ἱκανοποιημέναι ἐκ τοῦ κλίματος κατανοήσεως καὶ στενῆς συνεργασίας εἰς τὸ ὁποῖον ἐξετυλίχθησαν αἱ συνομιλίαι των.

Ἐγένετο εἰς Μπεογκράντ, τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1978, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν ἀντιγράφων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)
Γ. ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ	SVETOZAR PEPOVSKI

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ :

Κος Γεώργιος ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ, Ὑπουργὸς ἄνευ χαρτοφυλακίου ἁρμόδιος διὰ τὰς σχέσεις μετὰ τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων.

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κος Σταῦρος ΔΗΜΑΣ, Ὑφυπουργὸς τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

ΜΕΛΗ :

Μᾶρκος ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, Πληρεξούσιος Ὑπουργός, Γενικὸς Διευθυντὴς τῶν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν.

Χαράλαμπος ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γενικὸς Διευθυντὴς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας.

Ἀντώνιος ΜΕΡΚΟΥΡΗΣ, ἐπίτιμος Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

Ἐμμανουὴλ ΓΚΙΚΑΣ, Πρῶτος Σύμβουλος Πρεσβείας τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

Γεώργιος ΜΠΟΥΝΤΟΝΑΣ, Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Διευθυντὴς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Γεωργίας.

Νικόλαος ΛΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, Σύμβουλος παρὰ τῇ Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ εἰς Βελιγράδιον.

Βασίλειος ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντὴς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ.

Θεόδωρος ΧΑΛΚΙΟΠΟΥΛΟΣ, Νομικὸς Συνεργάτης εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν.

Γεώργιος ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, Διευθυντὴς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Βιομηχανίας.

Ἰωάννης ΚΑΡΑΓΕΩΡΓΑΣ, Διευθυντὴς εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν.

Ἀνδρέας ΠΕΠΟΝΗΣ, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ εἰς Βελιγράδιον.

Χαράλαμπος ΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, Ἀκόλουθος Πρεσβείας.

Δημοσθένης ΣΚΑΡΙΜΠΑΣ, Οἰκονομολόγος, Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ.

Ἀννίτα ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΛΗ, Ἐμπορικὴ Γραμματεὺς παρὰ τῇ Ἑλληνικῇ Πρεσβείᾳ Βελιγραδίου.

ΕΜΠΕΙΡΟΓΝΩΜΟΝΕΣ :

Γεώργιος ΑΡΓΥΡΟΠΟΥΛΟΣ, Προϊστάμενος τῆς Ὑπηρεσίας Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνικῆς Ἐρεύνης.

Νικόλαος ΤΣΑΓΡΙΔΗΣ, Πρόεδρος τοῦ Ἐθνικοῦ Συμβουλίου Ἐνεργείας.

Ἰωάννης ΛΑΜΠΡΟΣ, Διοικητὴς τῆς Ἑλληνικῶν Σιδηροδρόμων.

Γεώργιος ΣΩΤΗΡΟΠΟΥΛΟΣ, Ὑποδιευθυντὴς εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ
ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΪΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ :

SVETOZAR PEPOVSKI, Μέλος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ :

ALEKSANDAR DRLJACA, Σύμβουλος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

ΜΕΛΗ :

ZORAN MASTIC, Μέλος τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Σερβίας.

MILAN HORVAT, Μέλος τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας.

DJURO PODUNAVAC, Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας.

KETI COMOVSKA, Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Μεταφορᾶς καὶ Συγκοινωνιῶν.

SOKOLJ NIMANI, Ἀναπληρωτὴς Πρόεδρος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Γεωργίας.

DUSAN NEJKOV, Λειτουργὸς (δημ. ὑπάλληλος) εἰς τὸ Ὁμοσπονδιακὸν Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον.

LJUBA RELJIC, Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Γραφείου διεθνοῦς συνεργασίας, ἐπιστημονικῆς, ἐκπαιδευτικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς.

VERA PEJNOVIC, Διευθυντὴς τοῦ Τμήματος εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Γραμματείαν τοῦ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου.

MIODRAG KELIC, Οἰκονομικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ Πρεσβείᾳ τῆς ΟΣΔ τῆς Γιουγκοσλαυΐας εἰς Ἀθήνας.

PETRONIJE STANOJEVIC, Σύμβουλος εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Γραμματείαν τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑποθέσεων.

TRIFUN VITOSEVIC, Ἀπεσταλμένος τοῦ Οἰκονομικοῦ Ἐπιμελητηρίου εἰς Ἀθήνας.

DINKA VESELINOVIC, Σύμβουλος εἰς τὸ Οἰκονομικὸν Ἐπιμελητήριον Γιουγκοσλαυΐας.

BORO RIKALOVSKI, Διευθυντὴς τοῦ ὑπὸ οἰκοδόμησιν Διϋλιστηρίου, Σκόπια.

ΓΡΑΜΜΑΤΕΥΣ :

JERKA STOJILJKOVIC, Σύμβουλος εἰς τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Γραμματείαν τοῦ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου.

ΔΙΕΡΜΗΝΕΥΣ :

KALINA KARADJOVA.

Ἀριθ. Φ.0544/2808-2876 (2)

Περὶ ἐγκρίσεως: 1) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 6ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 28 Σεπτεμβρίου 1978, 2) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 21 Ἰουνίου 1979.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἔχοντας ὑπόψη: 1. τὴ διάταξη τῆς παραγρ. 2 τοῦ ἄρθρου 21, τῆς Συμφωνίας γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς Ἑλλάδος Ἰταλίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 27 Ὀκτωβρίου 1966 καὶ κυρώθηκε μὲ τὸν ὑπ' ἀριθ. 574/1968 Ἀναγκαστικὸ Νόμο, ποὺ δημοσιεύθηκε στὸ ὑπ' ἀριθ. 229 Φύλλο τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α' τῆς 28 Σεπτεμβρίου 1968, μὲ τὴν ὁποία συνιστᾶται Μικτὴ Ἐπιτροπή.

2. Τὸ περιεχόμενο τῶν ὑπὸ ἔγκριση Πρακτικῶν, ἀποφασίζουμε :

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχουν καὶ στὸ σύνολό τους τὰ Πρακτικὰ τῆς 6ης καὶ 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκαν στὴ Ρώμη στὶς 28.9.1978 καὶ στὴν Ἀθήνα στὶς 21.6.1979 ἀντίστοιχα καὶ τῶν ὁποίων τὰ κείμενα σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλῶσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχουν ὡς ἀκολούθως :

Ἀθῆναι, 28 Αὐγούστου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

PROCES VERBAL

De la VIème Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour le transport routier de marchandises.

La VIème réunion de la Commission précitée, prévue par l'accord gréco-italien relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 27 au 28 Septembre 1978.

Les délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

DELEGATION HELLENIQUE

P. PAPADAKIS, (President) Directeur Général auprès du Ministère de Coordination;

D. SKOUROLIAKOS, Directeur auprès du Ministère des Affaires Etrangères, 1er Conseiller d'Ambassade;

E. BACARINOS, Conseiller Commercial auprès de cette Ambassade;

V. KARAVIAS, Directeur auprès du Ministère de Coordination;

J. KARAGYORGAS, Directeur auprès du Ministère des Transports;

H. GAKIOPOULOS, Directeur auprès du Ministère de l'Agriculture;

A. GASSIOS, Chef de section auprès du Ministère du Commerce;

A. DIMALEXIS, Chef de section auprès du Ministère des Finances;

N. HASSIOTIS, Capitaine de Vaisseau auprès du Ministère de la Marine Marchande.

DELEGATION ITALIENNE

Ing. G. DANESE, (Président) Directeur Géneral Motorisation Civile auprès du Ministère des Transports

Dott. F. PITONI, Dirigeant Supérieur auprès du Ministère des Transports.

Dott. I. NOTO, Inspecteur Principal auprès du Ministère des Transports.

Dott. P. GIORGIERI, Conseiller d'Ambassade auprès du Ministère des Affaires Etrangères

Dott. A. LAVIOLA, Premier Dirigeant auprès du Ministère de l'Agriculture.

Dott. R. NICOLAI, Directeur de Division auprès du Ministère de l'Agriculture.

Les deux délégations ont passé en revue les développements survenus dans le secteur des transports routiers depuis la cinquième réunion du Comité Mixte gréco-italien.

La délégation hellénique a réiteré ses positions évoquées dans le Protocole de la réunion précitée et elle est revenue sur sa demande pour l'augmentation du nombre d'autorisations pour les camions grecs.

En particulier la partie hellénique a déclaré que les exportations grecques vers les pays de l'Europe Occidentale sont conditionnées aux possibilités de transit et a signalé que le nombre insuffisant de permis accordés par la partie italienne a influencé défavorablement les exportations grecques.

La délégation italienne a de son côté remarqué qu'il n'y a pas encore un parfait équilibre dans l'utilisation du contingent en vigueur pour les transports entre les deux Pays et a observé que la demande grecque d'accroître le transit dans le territoire italien cause des soucis de caractère concurrentiel dans le secteur agricole; telle demande est, en outre, de nature à causer des préoccupations sur la situation déjà critique du trafic à la frontière italo-autrichienne par suite des mesures fiscales prises dernièrement par le Gouvernement autrichien.

Après un examen des relations économiques et commerciales entre les deux Pays, la délégation hellénique a renouvelé sa demande pour une augmentation du contingent des permis, dejà formulée par correspondance, et a proposé l'octroi de 1.500 autorisations de transit supplémentaires ainsi que 1.000 autorisations supplémentaires bilatérales, pour faire face aux besoins de transport de marchandises, jusqu'à la fin de l'année 1978.

La délégation italienne a déclaré de ne pas pouvoir satisfaire cette demande. Toutefois, en vue de trouver une solution de l'ensemble du problème, elle a exprimé le souhait pour une collaboration plus étroite entre les transporteurs des deux Pays.

Les deux délégations, dans le but de réduire les difficultés de circulation qu'une augmentation du contingent de transit pourrait causer sur les routes italiennes, ont convenu d'étudier la possibilité d'orienter une partie des véhicules grecs vers le port de Trieste au moyen de ferry-boats.

Il a été finalement convenu qu'un groupe d'experts se reunisse au début de l'année prochaine en vue d'étudier une forme concrète de coopération entre les transporteurs des deux pays; Un outre groupe d'experts se réunira au cours de cette année pour étudier la possibilité de faire arriver en Italie des camions qui utiliseraient une ligne régulière de ferry-boats à établir entre les ports grecs et Trieste.

En ce qui concerne la détermination des nouveaux contingents, il a été convenu que le contingent bilatéral italien sera augmenté de 400 autorisations dejà échangées, plus 300 autorisations additionnelles. Le contingent italien d'autorisation de transit demeurant au niveau de 2.000 autorisations déjà accordées.

Pour ce qui est du contingent de transit grec il a été convenu qu'il sera augmenté de 400 autorisations déjà octroyées, plus 300 additionnelles. Le contingent grec d'autorisations bilatérales demeurant au niveau de 2.000 autorisations déjà accordées.

Par conséquent les contingents actuels se présentent comme suit :

Contingent italien : 2.000 autorisations de transit et 2.700 bilatérales.

Contingent grec : 2.000 autorisations bilatérales et 2.700 de transit.

A partir du 1er Janvier 1979, les 700 autorisations de transit résultant de l'augmentation ci-dessus indiquée, ne pourront pas être utilisées par les transporteurs grecs pour les transports de produits agricoles ou alimentaires.

La réunion a eu lieu dans un esprit de grande cordialité et amitié et les deux délégations ont convenu que la prochaine réunion de la Commission Mixte aura lieu à Athènes au début de l'année prochaine.

Le Président de la délégation grecque	Le Président de la délégation italienne

PROCES - VERBAL

De la 7ème Réunion de la Commission Mixte Gréco - italienne pour le transport routier de marchandises, qui a eu lieu à Athènes du 19 au 21 Juin 1979.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Italienne

Dr. G. BALDASSARI, Directeur central auprès du Ministère des Transports, Président

Dr. I. NOTO, Inspecteur principal auprès du Ministère des Transports.

Dr. G. FIACCADORI, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade d'Italie à Athènes.

Dr. G. ROSSO, Représentant de la Confederazione Italiana Armatori Liberi

Dr. P. CALDIERON, Représentant de la Société de Navigation Adriatica.

Délégation Hellénique

M. P. PAPADAKIS, Directeur Général auprès du Ministère de Coordination, Président

M. S. POTAMIANOS, Conseiller d'Ambassade auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

M. I. KARAYORGAS, Directeur auprès du Ministère des Transports

M. H. KATSANTONIS, Directeur auprès du Ministère des Finances

M. A. GASSIOS, Chef de Section auprès du Ministère du Commerce

M. D. BAGDATOPOULOS, Chef de Section auprès du Ministère de la Marine Marchande.

Experts et Observateurs auprès de la Délégation Hellénique :

M. P. KANELLOPOULOS, Chef de Section auprès du Ministère des transports

M. A. DIMALEXIS, Chef de Section auprès du Ministère des Finances

M. K. KOUTSOUKIS, Collaborateur au Ministère de Coordination.

M. I. HARALABIDIS, Président de l'Association Hellénique des Transporteurs Routieurs Internationaux

M. D. PANAYOTOPOULOS, Secrétaire Général de la Fédération Hellénique des Transporteurs

Mlle M. MENAYA, Interprète.

Observateur auprès de la Délégation Italienne.

M. L. GERENTES, Représentant des Transporteurs Italiens.

En début de seance, la délégation italienne s'est référée aux motifs qui ont empêché la tenue, plus tôt dans l' année, de la présente réunion ainsi qu'il avait été proposé par la Partie hellénique.

Les deux délégations ont passé en revue les dévéloppements survenus dans le secteur des transports routiers depuis la dernière réunion de la Commission Mixte et ont échangé des précisions sur l'utilisation des contingents pendant l'année en cours.

Ensuite, la délégation hellénique a proposé l'ordre du jour suivant :

a) Détermination des contingents de permis pour l' année 1979.

b) Réglementation de la traction de véhicules remorqués (trailers).

c) Etablissement d'une ligne régulière de ferry bots entre les ports grecs et l'Adriatique du Nord.

La délégation italienne a demandé que le point b soit examiné en premier lieu, vu son importance pour la partie italienne, et du fait que sa priorité avait été admise par l'Ambassade de Grèce à Rome.

La délégation hellénique a accepté l'ordre proposé par la partie italienne et a souligné que la solution particulière à apporter à chaque point soulevé dépendra de l'issue globale des conversations.

A' Réglementation de la traction de véhicules remorqués

Les deux délégations ont convenu que, dorénavant, des véhicules remorqués ou semi - remorqués (trailers), enregistrés sur le territoire de l'une des Parties, pourront être transportés, vides ou chargés, par remorqueur (tractor) à un port ou point d'entrée dans le territoire de l'autre Partie, pour effetcuer un transport soit bilatéral soit en transit, et être ensuite remorqués depuis ce port ou point d'entrée vers l'intérieur du pays d'arrivée et vice - versa par des remorqueurs, enregistrés dans ce dernier pays et appartenant à des transporteurs dûment autorisés à effectuer ce transport.

Dans le cas ci - dessus, les véhicules remorqués ou semi - remorqués doivent être munis, en dehors des documents généralement requis, du permis prévu par l'Accord Gréco - italien sur le transport routier de marchendises.

En outre, il a été convenu que, à titre provisoire et jusqu'à la prochaine réunion de la Commission Mixte, qui se tiendra au plus tard jusqu'à la fin septembre 1979, permission est accordée à chacune des Parties de maintenir jusqu'à dix (10) remorqueurs sur le territoire de l'autre pour assurer le remorquage, depuis le port ou point d'entrée vers l'intérieur du pays d'arrivée, de véhicules remorquées ou semi - remorqués (trailers) de la même nationalité que les remorqueurs.

Chaque remorquage par les remorqueurs ci - dessus sera considéré comme importation temporaire.

A la suite les deux Parties ont convenu que au cours de la prochaine réunion de la Commission Mixte, prévue pour le mois de septembre 1979 au plus tard, celle - ci procédera à l'examen de la modification de l'article 3 de l'Accord Gréco - Italien sur les transports routiers, de façon à permettre le remorquage de véhicules remorqués et semi - remorqués, de chacun des deux pays dans le territoire de l'autre, par des remorqueurs enregistrés dans l'un ou l'autre de ces pays.

Le nombre des remorqueurs de l'un des deux pays, qui seront maintenus à cette fin dans le territoire de l'autre pays, sera fixé par la Commission Mixte au cours de ses réunions.

B' Détermination des contingents de permis pour l'année 1979.

La Partie hellénique a rappelé ses besoins pressants en permis (autorisations) bilatéraux et transit, qui pour l'année en cours s'élèvent à cinq mille (5.000) et dix mille (10.000) respectivement.

La Partie italienne a déclaré n'être pas à même de satisfaire intégralement aux demandes helléniques et en a expliqué les raisons. Néanmoins, en vue de venir à la rencontre des besoins de la Partie grecque, elle était prête à octroyer en plus des contingents en vigueur et à titre reciproque ;

a) mille cent (1.100) permis, bilatéraux ou transit,

b) quatre cent (400) permis de transit valables exclusivement pour les transports entre des ports grecs et des ports italiens de l'Adriatique du Nord.

c) Quatre cent (400) permis de transit valables exclusivement pour transports combinés par chemin de fer de Bari à Milan dont le service commencera le 1er janvier 1980.

La Partie hellénique a déclaré que le nombre de 1.100 permis supplementaires ci - dessus n'est pas à même de couvrir qu'une partie minime de ses besoins impérieux. D'autre part les 400 permis destinés à l'Adriatique du Nord ne peuvent en aucune mesure assurer le fonctionnement d'une ligne régulière de ferry - boats entre les deux pays. Quant aux 400 permis destinés au transport combiné par chemin de fer, ils ne peuvent pas être pris en considération vu qu'ils ne se refèrent pas à l'année 1979.

En vue de ce qui précède la délégation hellénique a demandé à la délégation italienne de réviser ses positions.

La délégation italienne a déclaré qu'elle s'efforcera d'obtenir auprès de ses Autorités, à la place des 400 permis pour le service ferry boat et des 400 autres destinés au transport combiné par chemin de fer, l'octroi de 800 permis bilatéraux ou transit, ensus des 1.100 permis sus - mentionnés et qu'elle avisera la Partie hellénique du résultat de ses efforts, au plus tôt et en tout cas avant la prochaine réunion de la Commission Mixte.

C'Ligne de ferry - boat entre la Grèce et l'Adriatique du Nord.

La Partie hellénique a fait savoir à la Partie italienne que le nombre de 400 permis destinés au service de ferry boat est tout à fait insuffisant pour l'établissement d'une ligne régulière de ferry - boat et a soutenu qu'une condition nécessaire pour le fonctionnement d'une ligne régulière est l'élimination de toute limitation numérique des permis de passage.

En tout cas, le nombre de ces permis ne devrait être inférieur à 6.000 par an, de façon à rendre possible la mise en service, au moins de deux ferry - boats, ce qui constitue le minimum pour l'établissement d'une ligne régulière.

La délégation italienne a déclaré que, au moment actuel, elle n'est pas à même de préciser si le nombre des 400 permis proposés serait éventuellement susceptible d'une augmentation pour rejoindre le total des 6.000 permis sollicités.

Après un échangede vues entre les parties à ce sujet, il a été décide que des représentants des armateurs des deux pays examineraient en commun le problème avant la prochaine réunion de la Commission Mixte et mettraient au courant les Autorités compétentes de leurs pays.

Les conclusions de cet examen en commun seront discutées lors de la prochaine réunion de la Commission Mixte.

Finalement les deux Parties ont convenu que les contingents en vigueur sont les suivants :

Pour la Partie hellénique :
- 2.700 permis de transit
- 2.000 permis bilatéraux
- 1.100 permis bilatéraux ou de transit.

Pour la Partie italienne :
- 2.700 pormis bilatéraux
- 2.000 permis de transit
- 1.100 permis bilatéraux ou de transit.

La réunion a eu lieu dans un esprit de grande cordialité et les deux délégations ont convenu que la prochaine réunion de la Commission Mixte aura lieu en septembre 1979.

Le Président de la Délégation Italienne	Le Président de la Délégation Hellénique
G. BALDASSARI	P. PAPADAKIS

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ Τῆς 6ης Συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Ἰταλικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

Ἡ 6η σύνοδος τῆς προαναφερθείσης Ἐπιτροπῆς, ἡ ὁποία προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἑλληνο - ἰταλικῆς συμφωνίας διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων, ἔλαβεν χώραν ἐν Ρώμῃ ἀπὸ τῆς 27ης ἕως τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1978.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, αἱ ὁποῖαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν συνεδρίασιν, εἶχον τὴν ἑξῆς σύνθεσιν :

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Δ. ΣΚΟΥΡΟΛΙΑΚΟΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, Σύμβουλος Πρεσβείας Α'.

Ε. ΜΠΑΚΑΡΙΝΟΣ, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς Πρεσβείας αὐτῆς.

Β. ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Ι. ΚΑΡΑΓΙΩΡΓΑΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Η. ΓΑΚΙΟΠΟΥΛΟΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Γεωργίας.

Λ. ΓΚΑΣΣΙΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

Α. ΔΗΜΑΛΕΞΗΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν.

Ν. ΧΑΣΙΩΤΗΣ, Πλοίαρχος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας.

ΙΤΑΛΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

ING. G. DANESE, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντὴς Ἀστικῆς Μηχανοκινήσεως Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

DOTT. F. PITONI, Ἀνώτερος Διευθύνων Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

DOTT. I. NOTO, Πρῶτος Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

DOTT. P. GIORGIERI, Σύμβουλος Πρεσβείας Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

DOTT. A. LAVIOLA, Πρῶτος Διευθύνων Ὑπουργείου Γεωργίας.

DOTT. R. NICOLAI, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Γεωργίας.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἐπεσκόπησαν τὰς ἐξελίξεις αἱ ὁποῖαι ἐπῆλθον, μετὰ τὴν πέμπτην σύνοδον τῆς Μικτῆς ἑλληνο-ἰταλικῆς Ἐπιτροπῆς, εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπανῆλθεν εἰς τάς, εἰς τὸ πρωτόκολλον τῆς προαναφερθείσης συνόδου, ἀναφερομένας θέσεις καὶ ἀνανέωσε τὸ αἴτημα αὐτῆς περὶ αὐξήσεως τοῦ ἀριθμοῦ ἀδειῶν διὰ τὰ ἑλληνικὰ φορτηγά.

Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐδήλωσεν εἰδικὰ ὅτι αἱ ἑλληνικαὶ ἐξαγωγαὶ πρὸς τὰς χώρας τῆς Δυτικῆς Εὐρώπης ἐξαρτῶνται ἀπὸ τὰς δυνατότητας διαμετακομίσεως καὶ ἐσημείωσεν ὅτι ὁ ἀνεπαρκὴς ἀριθμὸς τῶν παραχωρηθεισῶν ἀδειῶν ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς πλευρᾶς ἐπέδρασεν δυσμενῶς ἐπὶ τῶν ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν.

Ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐσημείωσεν ἀπὸ τὴν πλευράν της ὅτι δὲν ὑπάρχει ἀκόμα τελεία ἰσορροπία εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ἰσχύοντος ἀνωτάτου ὁρίου ἀδειῶν διὰ τὰς μεταφορὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ παρετήρησεν ὅτι τὸ ἑλληνικὸ αἴτημα ὅπως αὐξηθῇ ἡ διαμετακόμισις διὰ τοῦ ἰταλικοῦ ἐδάφους προκαλεῖ προβλήματα ἀνταγωνιστικοῦ χαρακτῆρος εἰς τὸν γεωργικὸν τομέα· παρόμοιον αἴτημα ἐξ ἄλλου δύναται νὰ προκαλέσῃ ἀνησυχίας ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν ἤδη κρίσιμον κατάστασιν τῆς κυκλοφορίας εἰς τὰ ἰταλοαυστριακὰ σύνορα συνεπείᾳ τῶν φορολογικῶν μέτρων τὰ ὁποῖα ἐλήφθησαν τελευταίως ὑπὸ τῆς Αὐστριακῆς Κυβερνήσεως.

Κατόπιν ἐξετάσεως τῶν οἰκονομικῶν καὶ ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνανέωσεν τὸ αἴτημα αὐτῆς δι' αὔξησιν τοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἀδειῶν, τὸ ὁποῖον αἴτημα εἶχε ἤδη ἐκφράσει δι' ἀλληλογραφίας καὶ προέτεινεν τὴν χορήγησιν 1500 ἐπὶ πλέον ἀδειῶν διαμετακομίσεως, ὡς καὶ 1000 συμπληρωματικῶν διμερῶν ἀδειῶν, ὥστε νὰ ἀντιμετωπισθοῦν αἱ ἀνάγκαι μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, ἕως τὸ τέλος τοῦ ἔτους 1978.

Ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι δὲν δύναται νὰ ἱκανοποιήσῃ τὸ αἴτημα τοῦτο. Πάντως, ἐν ὄψει ἐξευρέσεως λύσεως διὰ τὸ σύνολον τοῦ προβλήματος, ἐξέφρασεν τὴν ἐπιθυμίαν διὰ στενωτέραν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν μεταφορέων τῶν δύο Χωρῶν.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως μειωθοῦν αἱ δυσχέρειαι τῆς κυκλοφορίας, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ μία αὔξησις τοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἀδειῶν διαμετακομίσεως, εἰς τὰς ἰταλικὰς ὁδούς, συνεφώνησαν νὰ μελετήσουν τὴν δυνατότητα νὰ κατευθυνθῇ μέρος τῶν ἑλληνικῶν ὀχημάτων πρὸς τὸν λιμένα τῆς Τριέστης δι' ὀχηματαγωγῶν.

Συνεφωνήθη τέλος ὅπως, εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἑπομένου ἔτους, συγκεντρωθῇ ὁμὰς ἐμπειρογνωμώνων ἐν ὄψει τῆς μελέτης συγκεκριμένου σχήματος συνεργασίας μεταξὺ τῶν μεταφορέων τῶν δύο χωρῶν. Μία ἄλλη ὁμὰς ἐμπειρογνωμώνων θὰ συγκεντρωθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους αὐτοῦ, διὰ νὰ μελετήσῃ τὴν δυνατότητα ἀφίξεως εἰς τὴν Ἰταλίαν, φορτηγῶν, τὰ ὁποῖα θὰ ἐχρησιμοποίουν μελλοντικὴν τακτικὴν γραμμὴν ὀχηματαγωγῶν, μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν λιμένων καὶ τῆς Τεργέστης.

Ὅσον ἀφορᾶ εἰς τὸν προσδιορισμὸν τῶν νέων ἀνωτάτων ὁρίων ἀδειῶν, συνεφωνήθη ὅτι τὸ διμερὲς ἰταλικὸν ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν θὰ αὐξηθῇ κατὰ 400 ἀδείας, αἱ ὁποῖαι ἤδη ἀντηλλάγησαν καὶ ἐπὶ πλέον κατὰ 300 προσθέτους ἀδείας. Τὸ ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν διαμετακομίσεως τῆς ἰταλικῆς πλευρᾶς θὰ παραμείνῃ οὕτως εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν 2000 ἤδη παραχωρηθεισῶν ἀδειῶν.

Ὅσον ἀφορᾶ εἰς τὸ ἑλληνικὸν ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν διαμετακομίσεως συνεφωνήθη ὅτι θὰ αὐξηθῇ κατὰ 400 ἀδείας αἱ ὁποῖαι παρεχωρήθησαν ἤδη, καὶ ἐπὶ πλέον κατὰ 300 προσθέτους. Τὸ ἑλληνικὸν διμερὲς ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν θὰ παραμείνῃ οὕτως εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν 2000 παραχωρηθεισῶν ἀδειῶν.

Κατὰ συνέπειαν, τὰ σημερινὰ ἀνώτατα ὅρια ἀδειῶν παρουσιάζονται ὡς ἀκολούθως :

Ἰταλικὸν ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν : 2000 ἄδειαι διαμετακομίσεως καὶ 2700 διμερεῖς.

Ἑλληνικὸν ἀνώτατον ὅριον ἀδειῶν : 2000 διμερεῖς ἄδειαι καὶ 2700 ἄδειαι διαμετακομίσεως.

Ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1979, αἱ 700 ἄδειαι διαμετακομίσεως αἱ ὁποῖαι θὰ χορηγηθοῦν μὲ τὴν ἀνωτέρω αὔξησιν, δὲ θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὑπὸ τῶν ἑλλήνων μεταφορέων διὰ τὴν μεταφορὰν ἀγροτικῶν προϊόντων ἢ τροφίμων.

Ἡ συνεδρίασις διεξήχθη μὲ πνεῦμα μεγάλης ἐγκαρδιότητος καὶ φιλίας καὶ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἑπομένη συνεδρίασις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς θὰ λάβῃ χώραν εἰς τὰς Ἀθήνας, εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἑπομένου ἔτους.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς ἀντιπροσωπείας	Ὁ Πρόεδρος τῆς ἰταλικῆς ἀντιπροσωπείας
(ὑπογραφή)	(ὑπογραφή)

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ Τῆς 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνο - Ἰταλικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων, ἡ ὁποία ἔλαβεν χώραν εἰς τὰς Ἀθήνας ἀπὸ 19 ἕως 21 Ἰουνίου 1979.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἱ ὁποῖαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν σύνοδον εἶχον τὴν ἑξῆς σύνθεσιν :

ΙΤΑΛΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

DR. G. BALDASSARI, Κεντρικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν, Πρόεδρος.
DR. I. NOTO, Πρῶτος Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.
DR. G. FIACCADORI, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς Ἰταλικῆς Πρεσβείας εἰς Ἀθήνας.
DR. G. ROSSO, Ἀντιπρόσωπος τῆς CONFEDERAZIONE ITALIANA ARMOTORI LIBERI.
DR. P. CALDIERON, Ἀντιπρόσωπος τῆς Ναυτιλιακῆς Ἑταιρείας ADRIATICA.

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

Κ.Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ, Πρόεδρος.
Κ.Σ. ΠΟΤΑΜΙΑΝΟΣ, Σύμβουλος Πρεσβείας Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.
Κ.Ι. ΚΑΡΑΓΙΩΡΓΑΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.
Κ.Η. ΚΑΤΣΑΝΤΩΝΗΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν.
Κ.Α. ΓΚΑΣΣΙΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορίου.
Κ.Δ. ΜΠΑΓΔΑΤΟΠΟΥΛΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας.
Ἐμπειρογνώμονες καὶ Παρατηρηταὶ τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας.
Κ.Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.
Κ.Α. ΔΗΜΑΛΕΞΗΣ, Τμηματάρχης Ὑπουρείου Οἰκονομικῶν.
Κ.Κ. ΚΟΥΤΣΟΥΚΗΣ, Συνεργάτης Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.
Κ.Ι. ΧΑΡΑΛΑΜΠΙΔΗΣ, Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἑνώσεως Διεθνῶν Ὁδικῶν Μεταφορέων.
Κ.Δ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ, Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑλληνικῆς Ὁμοσπονδίας Μεταφορέων.
Δὶς Μ. ΜΕΝΑΓΙΑ, Διερμηνεύς.

Παρατηρητὴς τῆς Ἰταλικῆς Ἀντιπροσωπείας K.L. GERENTES, Ἀντιπρόσωπος τῶν Ἰταλῶν Μεταφορέων.

Εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς συνεδριάσεως, ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνεφέρθη εἰς τοὺς λόγους οἱ ὁποῖοι ἠμπόδισαν νὰ διεξαχθῇ ἡ παροῦσα συνεδρίασις ἐνωρίτερον κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους, ὅπως εἶχε προταθῇ ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Πλευρᾶς.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἀνεσκόπησαν τὰς ἐπελθούσας ἐξελίξεις εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἀπὸ τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἀντήλλαξαν διευκρινήσεις ἐπὶ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν ἀνωτάτων ὁρίων ἀδειῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ τρέχοντος ἔτους.

Κατόπιν, ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία προέτεινε τὴν ἀκόλουθον ἡμερησίαν διάταξιν :

α) Προσδιορισμὸς τῶν ἀνωτάτων ὁρίων ἀδειῶν γιὰ τὸ ἔτος 1979.

β) Διακανονισμὸς τῆς ἕλξεως τῶν ρυμουλκουμένων ὀχημάτων (TRAILERS).

γ) Δημιουργία τακτικῆς γραμμῆς ὀχηματαγωγῶν μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν λιμένων καὶ τῆς Βορείου Ἀδριατικῆς.

Ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐζήτησεν ὅπως ἐξετασθῇ κατὰ πρῶτον λόγον τὸ σημεῖον β, λόγῳ τῆς σπουδαιότητος αὐτοῦ διὰ τὴν ἰταλικὴν πλευρὰν καὶ δεδομένου ὅτι ἡ προτεραιότης αὐτοῦ εἶχε γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Ἑλλ. Πρεσβείας εἰς τὴν Ρώμην.

Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδέχθη τὴν ὑπὸ τῆς ἰταλικῆς πλευρᾶς προταθεῖσαν σειρὰν καὶ ὑπεγράμμισεν ὅτι ἡ εἰδικὴ λύσις ἡ ὁποία θὰ δοθῇ δι' ἕκαστον ἐγερθὲν ζήτημα θὰ ἐξαρτηθῇ ἀπὸ τὴν γενικὴν ἔκβασιν τῶν συζητήσεων.

Α' Διακανονισμὸς τῆς ἕλξεως τῶν ρυμουλκουμένων ὀχημάτων.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως, ἐφεξῆς, ρυμουλκούμενα ἢ ἡμιρυμουλκούμενα ὀχήματα (TRAILERS) καταχωρισμένα εἰς τὰ μητρῷα ἑνὸς ἐκ τῶν Μερῶν θὰ δύνανται νὰ μεταφερθοῦν, κενὰ ἢ μετὰ φορτίου, διὰ ρυμουλκοῦ (TRACTOR), εἰς λιμένα ἢ σημεῖον εἰσόδου εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, ὅπως ἐκτελέσουν μεταφορὰν εἴτε διμερῆ εἴτε ἐν διαμετακομίσει καὶ ὅπως ρυμουλκηθοῦν κατόπιν ἀπὸ

τοῦ λιμένος αὐτοῦ ἢ τοῦ σημείου εἰσόδου πρὸς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας ἀφίξεως, καὶ τἀνάπαλιν ὑπὸ ρυμουλκῶν καταχωρημένων εἰς τὴν χώραν αὐτὴν καὶ ἀνηκόντων εἰς μεταφορεῖς εἰς τοὺς ὁποίους δεόντως ἔχει δοθῆ ἄδεια πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς αὐτῆς.

Εἰς τὴν ἀνωτέρω περίπτωσιν, τὰ ρυμουλκούμενα ἢ ἡμιρυμουλκούμενα ὀχήματα δέον ὅπως εἶναι ἐφοδιασμένα μὲ ἄδειαν, ἐκτὸς τῶν γενικῶς ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, προβλεπομένην ὑπὸ τῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Συμφωνίας περὶ ὁδικῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων.

Προσέτι, συνεφωνήθη ὅτι, προσωρινῶς καὶ ἕως τὴν ἑπομένην σύνοδον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ὁποία θὰ λάβη χώραν τὸ ἀργότερον ἕως τὸ τέλος Σεπτεμβρίου 1979, παραχωρεῖται ἄδεια εἰς ἕκαστον τῶν Μερῶν ὅπως διατηρήση ἕως δέκα (10) ρυμουλκὰ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, διὰ νὰ ἐξασφαλίση τὴν ρυμούλκησιν, ἀπὸ τὸν λιμένα ἢ τὸ σημεῖον εἰσόδου πρὸς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας ἀφίξεως, ρυμουλκουμένων ἢ ἡμιρυμουλκουμένων ὀχημάτων (TRAILERS) τῆς ἰδίας ἐθνικότητος μὲ τὰ ρυμουλκά.

Ἑκάστη ρυμούλκησις ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω ρυμουλκῶν θὰ θεωρηθῆ προσωρινὴ εἰσαγωγή.

Ἐν συνεχεία, τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἑπομένης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ὁποία προβλέπεται διὰ τὸν μῆνα Σεπτέμβριον τοῦ 1979 τὸ ἀργότερον, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θα προβῆ εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς τροποποιήσεως τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Συμφωνίας περὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐπιτραπῆ ἡ ρυμούλκησις ρυμουλκουμένων ἢ ἡμιρυμουλκουμένων ὀχημάτων, ὑπὸ ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης, διὰ ρυμουλκῶν καταχωρημένων εἰς ἑκάστην ἐκ τῶν χωρῶν αὐτῶν.

Ὁ ἀριθμὸς τῶν ρυμουλκῶν τῆς μίας ἐκ τῶν δύο χωρῶν τὰ ὁποῖα θὰ παραμείνουν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης χώρας, θὰ καθορισθῆ ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων αὐτῆς.

Β' Προσδιορισμὸς τῶν ἀνωτάτων ὁρίων ἀδειῶν διὰ τὸ ἔτος 1979.

Ἡ ἑλληνικὴ Πλευρὰ ὑπενθύμισεν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας της δι' ἀδείας διμερεῖς καὶ διὰ διαμετακόμισιν, αἱ ὁποῖαι, διὰ τὸ τρέχον ἔτος, ἀνέρχονται εἰς πέντε χιλιάδας (5.000.) καὶ δέκα χιλιάδας (10.000) ἀντιστοίχως.

Ἡ Ἰταλικὴ Πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι δὲν δύναται νὰ ἱκανοποιήση πλήρως τὰ ἑλληνικὰ αἰτήματα καὶ ἐξήγησεν διὰ ποίους λόγους. Ὅμως, ἐν ὄψει τῆς ἀντιμετωπίσεως τῶν ἀναγκῶν τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ἐδήλωσεν ὅτι ἦτο πρόθυμος ὅπως χορηγήση ἐπὶ πλέον τῶν ἐν ἰσχύι ἀνωτάτων ὁρίων ἀδειῶν, καὶ κατ' ἀμοιβαιότητα :

α) χιλίας ἑκατὸ (1100) ἀδείας, διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως,

β) τετρακοσίας (400) ἀδείας διαμετακομίσεως, ἰσχυούσας ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς μεταφορὰς μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν λιμένων καὶ τῶν ἰταλικῶν λιμένων τοῦ Βορείου Ἀδριατικοῦ Πελάγους.

γ) τετρακοσίας (400) ἀδείας διαμετακομίσεως ἰσχυούσας ἀποκλειστικῶς διὰ σιδηροδρομικῶς συνδυασμένας μεταφορὰς ἀπὸ Μπάρι εἰς Μιλάνο, τῶν ὁποίων ἡ ἐκτέλεσις θὰ ἀρχίση τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980.

Ἡ ἑλληνικὴ Πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν 1100 προσθέτων ἀδειῶν δὲν δύναται νὰ καλύψη παρὰ ἐλάχιστον μέρος τῶν ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν αὐτῆς. Ἀπὸ τὴν ἄλλην πλευράν, αἱ 400 ἄδειαι αἱ ὁποῖαι προορίζονται διὰ τὸ Βόρειον Ἀδριατικὸν Πέλαγος δὲν δύνανται κατ' οὐδένα τρόπον νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν λειτουργίαν τακτικῆς γραμμῆς ὀχηματαγωγῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν. Ὅσον δὲ διὰ τὰς 400 ἀδείας αἱ ὁποῖαι προορίζονται διὰ τὴν σιδηροδρομικῶς συνδυασμένην μεταφοράν, δὲν δύνανται νὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν, δεδομένου ὅτι δὲν ἀναφέρονται εἰς τὸ ἔτος 1979.

Ἐν ὄψει τῶν ἀνωτέρω, ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐζήτησεν ἀπὸ τὴν ἰταλικὴν ἀντιπροσωπείαν ὅπως ἀναθεωρήση τὰς θέσεις αὐτῆς.

Ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι θὰ προσπαθήση νὰ ἐπιτύχη ἐκ μέρους τῶν Ἀρχῶν της, εἰς τὴν θέσιν τῶν 400 ἀδειῶν διὰ μεταφορὰν δι' ὀχηματαγωγῶν καὶ τῶν 400 ἄλλων διὰ τὴν σιδηροδρομικῶς συνδυασμένην μεταφοράν, τὴν χορήγησιν 800 διμερῶν ἢ διὰ διαμετακόμισιν ἀδειῶν, ἐπὶ πλέον τῶν προειρηθεισῶν 1100 ἀδειῶν καὶ ὅτι θὰ ἐνημερώση τὴν ἑλληνικὴν Πλευρὰν διὰ τὸ ἀποτέλεσμα τῶν προσπαθειῶν της τὸ ἐνωρίτερον καὶ ἐν πάση περιπτώσει πρὸ τῆς ἑπομένης συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Γ' Γραμμὴ ὀχηματαγωγοῦ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βορείου Ἀδριατικοῦ Πελάγους.

Ἡ ἑλληνικὴ Πλευρὰ γνωστοποίησεν εἰς τὴν ἰταλικὴν Πλευρὰν ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν 400 ἀδειῶν διὰ μεταφορὰς δι' ὀχηματαγωγῶν εἶναι ὅλως ἀνεπαρκὴς διὰ τὴν δημιουργίαν τακτικῆς γραμμῆς ὀχηματαγωγῶν καὶ ὑπεστήριξεν ὅτι ἀπαραίτητος ὅρος διὰ τὴν λειτουργίαν τακτικῆς γραμμῆς εἶναι ἡ ἐξάλειψις παντὸς περιορισμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀδειῶν διαβάσεως.

Ἐν πάση περιπτώσει, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν αὐτῶν δὲν θὰ πρέπη νὰ εἶναι κατώτερος τῶν 6.000 κατ' ἔτος, εἰς τρόπον ὥστε νὰ καταστῆ δυνατὴ ἡ δρομολόγησις δύο ὀχηματαγωγῶν τὸ ὀλιγώτερον, ἐλαχίστη προϋπόθεσις διὰ τὴν δημιουργίαν τακτικῆς γραμμῆς.

Ἡ ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι ἐπὶ τοῦ παρόντος, δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ προσδιορίση ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν 400 προτεινομένων ἀδειῶν θὰ ἠδύνατο ἐνδεχομένως νὰ αὐξηθῆ, ὥστε νὰ φθάση τὸ σύνολον τῶν 6.000 αἰτουμένων ἀδειῶν.

Κατόπιν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων μεταξὺ τῶν Μερῶν ἐπὶ τοῦ θέματος αὐτοῦ, ἀπεφασίσθη ὅπως ἐκπρόσωποι τῶν ἐφοπλιστῶν τῶν δύο χωρῶν ἐξετάσουν ἀπὸ κοινοῦ τὸ πρόβλημα πρὸ τῆς ἑπομένης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐνημερώσουν τὰς ἁρμοδίας Ἀρχὰς τῶν χωρῶν των.

Τὰ πορίσματα τῆς κοινῆς ταύτης ἐξετάσεως θὰ συζητηθοῦν κατὰ τὴν ἑπομένην συνεδρίασιν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐν τέλει, τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ὅτι τὰ ἐν ἰσχύι ἀνώτατα ὅρια ἀδειῶν εἶναι τὰ ἀκόλουθα :

Διὰ τὴν ἑλληνικὴν Πλευράν :

2700 ἄδειαι διαμετακομίσεως.
2000 διμερεῖς ἄδειαι.
1100 ἄδειαι διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως :

Διὰ τὴν Ἰταλικὴν Πλευράν :

2700 διμερεῖς ἄδειαι.
2000 ἄδειαι διαμετακομίσεως.
1100 ἄδειαι διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως.

Ἡ συνεδρίασις διεξήχθη μὲ πνεῦμα μεγάλης ἐγκαρδιότητος καὶ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἑπομένη συνεδρίασις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς θὰ λάβη χώραν τὸν Σεπτέμβριον τοῦ 1979.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἰταλικῆς Ἀντ/πείας	Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντ/πείας
ὑπογραφή	ὑπογραφή
G. BALDASSARI	Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

'Αριθ. Φ.0544/2865 (3)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Πράγαν τὴν 12ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς 'Ελληνοτσεχοσλοβακικῆς 'Επιτροπῆς διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

"Εχοντες ὑπόψη : 1) τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 848/1978 Νόμου δημοσιευθέντος εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 230 Φύλλον τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α' τῆς 21ης Δεκεμβρίου 1978, διὰ τοῦ ὁποίου ἐκυρώθη ἡ εἰς 'Αθήνας ὑπογραφεῖσα τὴν 6ην 'Ιουνίου 1977 Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν 'Ελλάδος-Τσεχοσλοβακίας, 2) τὸ περιεχόμενον τοῦ ὑπὸ ἔγκρισιν Πρωτοκόλλου, ἀποφασίζομεν :

'Εγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ εἰς τὸ σύνολόν του τὸ εἰς Πράγαν τὴν 12ην Μαΐου 1979 ὑπογραφὲν Πρωτόκολλον τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς 'Ελληνοτσεχοσλοβακικῆς 'Επιτροπῆς διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν τὸ κείμενον τοῦ ὁποίου εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν 'Αγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν 'Ελληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

'Αθῆναι 17 Σεπτεμβρίου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

PROTOCOL

of the first meeting of the Joint Committee held in Praha from 10 to 12 May 1979 in accordance with Article 17 of the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic on International Road Transport.

The two Delegations were composed as follows :

Hellenic Delegation :

Vassilios Karavias, Head of Delegation Ministry of Coordination.
Christos Macheritsas, Ministry of Foreign Affairs.
Ioannis Karagiorgas, Ministry of Transport.
Euripides Katsiotis, Ministry of Finance.
Dimitrios Doudoumis, Ministry of Foreign Affairs.
Cleomenis Koutsoukis, Ministry of Coordination.
Smaragda Iconomou, Hellenic Embassy in Praha.
Stavros Tilkeridis, Interpreter.

Czechoslovak Delegation :

Jaroslav Vesely, Head of Delegation Ministry of Interior CSR Transport Division.
Vaclav Hejduk, Federal Ministry of Transport.
Frantisek Cajkovic, Ministry of Interior SSR Transport Division.
Hugo Pavek, Czechoslovak Road Hauliers Association.
Jan Pesta, Ministry of Interior CSR Transport Division.

1. After formal introduction, the two delegations stated that the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic, signed in Athens on 6th June 1977, entered into force on 17th January 1979.

2. The following agenda for the meeting was agreed :

1) Provisions for application of the Agreement and the Administrative Memorandum to the Agreement;

2) Development of international road traffic between the two countries in 1977 and 1978;

3) Quota of permits for 1979 and preliminary quota for 1980;

4) International conventions concerning road transport, by which both countries are bound;

5) Other business.

Item 1.

3. In case of a combination of vehicles consisting of a Czechoslovak tractive unit and a trailer or a semi-trailer registered in third countries, indicated by the Greek authorities, a separate permit shall be required for such a trailer or semi-trailer on the territory of the Hellenic Republic.
Any such combination of vehicles shall be considered to be the drawing vehicle's nationality.

4. The forms of the permits of the two States shall correspond to the Resolution No 119 of the ECE.

5. Application for permit in accordance with Article 1 of the Agreement concerning the operation of regular passenger lines between the two countries or in transit through their territories shall contain :

name and address of the carrier;
kind of the vehicle and its capacity;
place of departure and destination;
route of the vehicle including road border points and regular stops;
time-table;
tariff rates.

6. Application for permit in accordance with Article 4 of the Agreement concerning occasional passenger carriages by bus shall contain :

name and address of the carrier;
kind of the vehicle and its capacity;
route of the vehicle including road border points and regular stops;
length of the stay of the vehicle on the territory of the other country.

7. In accordance with Article 5 of the Agreement both delegations agreed to issue for 1979 single permits using the same form for bilateral or transit carriages.

8. When returning back in transit a new permit is required for loading a vehicle on the territory of the other country.

9. Requested documentation and statistical data in accordance with Article 9 of the Agreement shall be mutually exchanged during the sessions of the Joint Committee. For this purpose, the number of journeys and the volume of carried goods in tons were recommended as characteristics.

10. Both delegations agreed that the permits shall be distributed through the competent authorities. Under exceptional circumstances, with the previous consent of the competent authorities, a permit may be obtained at a road border point of the two States.

For this purpose, the competent authorities are :

Ministry of Communications, General Directorate of Transport, Athens.
Ministry of Interior CSR, Praha.
Ministry of Interior SSR, Bratislava.

11. The two delegations agreed to issue permits over the agreed quota against the payment of the corresponding administrative fee.

Item 2.

12. Both delegations exchanged statistical data about the development of road traffic between the two countries in 1977 and 1978. On the basis of them, a considerable increase of road traffic in 1978 could be stated.

The Czechoslovak delegation declared that the increase of Czechoslovak road traffic towards Greece was favourably influenced by the use of the Greek ferry boat lines from Volos to Syria.

Item 3.

13. The delegations stated that 500 permits were provisionally exchanged for 1979.

Both delegations, taking into account the anticipated extension of foreign trade of the two countries, agreed to exchange 1 600 permits for bilateral and transit journeys in 1979.

The Czechoslovak delegation suggested to exchange mutually 200 permits for third countries traffic in 1979. The Greek delegation could agree with a number of 30 special permits for third countries traffic for the carriers of each State.

The Czechoslovak proposal for a higher number shall however be presented to the Greek authorities.

14. The two delegations agreed to supply each other with the remaining permits for 1979 until the end of June 1979.

15. The quota of permits for 1980 shall be agreed during the second meeting of the Joint Committee in 1980.

Provisionally, the number of permits mentioned in paragraph 13 shall be mutually exchanged in November 1979.

Item 4.

16. The delegations informed each other about the international conventions concerning road transport by which they are bound and about the membership of their carriers in international organizations.

Item 5.

17. The Czechoslovak delegation mentioned that summer time has been introduced in Czechoslovakia from 1st April 1979.

18. The Czechoslovak delegation called the attention of the Greek delegation to the fact that, owing to the repair of the bridge over Danube, the road transport of goods via the road border point Komarno-Komarom shall not be performed. The above-mentioned road border point shall be also closed for passenger traffic in 1980.

As substitutes, road border points Sahy-Parassapuzsta and Hranicna pri Hornade - Tornyosnémeti were recommended.

19. The Greek delegation informed the Czechoslovak delegation about the extension and modernization of the Greek sea port of Volos aiming at facilitating the Ro/Ro transport.

20. The Greek delegation transmitted to the Czechoslovak delegation the information for drivers of foreign lorries on the territory of the Hellenic Republic.

21. The Greek delegation proposed to hold the second meeting of the Joint Committee in Greece in 1980 and the Czechoslovak delegation accepted this proposal with pleasure.

22. Both delegations expressed their appreciation of the friendly atmosphere and mutual understanding during the session of the Joint Committee.

Done in Praha, on the twelfth day of May, 1979.

For the Greek Delegation	For the Czechoslovak Delegation

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Α' συνόδου τῆς Μικτῆς 'Επιτροπῆς πού ἔλαβε χώρα στὴν Πράγα ἀπὸ τὶς 10 ἕως τὶς 12 Μαΐου 1979, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 17 τῆς Συμφωνίας πού συνήφθη μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας περὶ Διεθνῶν 'Οδικῶν Μεταφορῶν.

'Η σύνθεση τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν εἶχε ὡς ἑξῆς :

'Ελληνικὴ ἀντιπροσωπεία :

Βασίλειος Καραβίας : 'Αρχηγὸς 'Αποστολῆς 'Υπουργεῖον Συντονισμοῦ.
Χρῆστος Μαχαιρίτσας : 'Υπουργεῖον 'Εξωτερικῶν
'Ιωάννης Καράγιωργας : 'Υπουργεῖον Μεταφορῶν
Εὐριπίδης Κατσιώτης : 'Υπουργεῖον Οἰκονομικῶν
Δημήτριος Δουδούμης : 'Υπουργεῖον 'Εξωτερικῶν
Κλεομένης Κουτσούκης : 'Υπουργεῖον Συντονισμοῦ
Σμαράγδα Οἰκονόμου : 'Ελληνικὴ Πρεσβεία στὴν Πράγα
Σταῦρος Τιλκερίδης : Διερμηνεύς.

Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία :

Jaroslav Vesely : 'Αρχηγὸς 'Αποστολῆς 'Υπουργεῖον 'Εσωτερικῶν Τσεχικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας Τμῆμα Μεταφορῶν.
Vaclav Hejduk : 'Ομοσπονδιακὸν 'Υπουργεῖον Μεταφορῶν
Frantisek Cajkovic : 'Υπουργεῖον 'Εσωτερικῶν σλοβακικῆς σοσιαλιστικῆς δημοκρατίας. Τμῆμα Μεταφορῶν.
Hugo Pavek : Τσεχοσλοβακικὴ ἑταιρεία ὁδικῶν μεταφορέων
Jan Pesta : 'Υπουργεῖον 'Εσωτερικῶν Τσεχικῆς σοσιαλιστικῆς δημοκρατίας. Τμῆμα Μεταφορῶν.

1. Μετὰ ἀπὸ τὸν καθιερωμένο πρόλογο, οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες δήλωσαν ὅτι ἡ Συμφωνία, πού συνήφθη μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας καὶ ὑπεγράφη στὴν 'Αθήνα στὶς 6 'Ιουνίου 1977, ἄρχισε νὰ ἰσχύει ἀπὸ τὶς 17 'Ιανουαρίου 1979.

2. 'Ως θέματα γιὰ τὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς συνόδου ὁρίσθηκαν τὰ ἑξῆς :

1) Διατάξεις γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς συμφωνίας καὶ τοῦ διοικητικοῦ ὑπομνήματος γιὰ τὴν συμφωνία.

2) 'Ανάπτυξη τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν γιὰ τὰ ἔτη 1977 καὶ 1978.

3) 'Επιτρεπόμενος ἀριθμὸς ἀδειῶν γιὰ τὸ 1979 καὶ προκαταρκτικὸς γιὰ τὸ 1980.

4) Διεθνεῖς συμβάσεις πού ἀφοροῦν τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς καὶ εἶναι δεσμευτικὲς γιὰ τὶς δύο χῶρες.

5) Ἄλλα θέματα.

Θέμα 1 :

3. Σὲ περίπτωση συνδυασμοῦ ὀχημάτων πού ἀποτελοῦνται ἀπὸ ἕνα Τσεχοσλοβακικὸ ρυμουλκὸ καὶ ἕνα ρυμουλκού-

μενο ἢ ἡμιρυμουλκούμενο καταχωρημένο σὲ τρίτο κράτος ποὺ ὑποδεικνύεται ἀπὸ τὶς Ἑλληνικὲς ἀρχές, θὰ ἀπαιτεῖται χωριστὴ ἄδεια γιὰ κάθε ρυμουλκούμενο ἢ ἡμιρυμουλκούμενο ποὺ εἰσέρχεται στὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

Σὰν ἐθνικότητα τοῦ συνδυασμοῦ αὐτοῦ ὀχημάτων θὰ πρέπει νὰ θεωρηθῇ ἐκείνη τοῦ ρυμουλκοῦ ὀχήματος.

4. Οἱ τύποι τῶν ἀδειῶν γιὰ τὶς δύο χῶρες θὰ πρέπει νὰ ἀνταποκρίνονται στὴν ἀπόφαση ὑπ' ἀριθ. 119 τῆς Οἰκονομικῆς Ἐπιτροπῆς (τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν Εὐρώπη).

5. Ἡ αἴτηση γιὰ ἔκδοση ἀδείας σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 1 τῆς Συμφωνίας ποὺ ἀφορᾶ τὴν λειτουργία τακτικῶν ταξιδιωτικῶν γραμμῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἢ τράνζιτο διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τους θὰ περιλαμβάνῃ :

ὄνομα καὶ διεύθυνση τοῦ μεταφορέα·
εἶδος ὀχήματος καὶ χωρητικότητα αὐτοῦ.
τόπος ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ·
διαδρομὴ ὀχήματος ποὺ νὰ περιλαμβάνῃ τὰ ὁδικὰ μεθοριακὰ σημεῖα καὶ τὶς τακτικὲς στάσεις·
δρομολόγιο·

Δασμολογικαὶ ἐπιβαρύνσεις.

6. Ἡ αἴτηση γιὰ ἄδεια σύμφωνα πρὸς τὸ ἄρθρο 4 τῆς Συμφωνίας περὶ τῆς σποραδικῆς μεταφορᾶς ἐπιβατῶν μὲ λεωφορεῖο θὰ περιλαμβάνῃ :

ὄνομα καὶ διεύθυνση τοῦ μεταφορέα
εἶδος τοῦ ὀχήματος καὶ χωρητικότης αὐτοῦ
διαδρομὴ τοῦ ὀχήματος ποὺ νὰ περιλαμβάνῃ τὰ ὁδικὰ μεθοριακὰ σημεῖα καὶ τὶς τακτικὲς στάσεις.
διάρκεια παραμονῆς τοῦ ὀχήματος στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Κράτους.

7. Σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 τῆς Συμφωνίας καὶ οἱ δύο χῶρες συμφώνησαν ὅπως ἐκδώσουν γιὰ τὸ 1979 χωριστὲς ἄδειες χρησιμοποιώντας τὸν ἴδιο τύπο τόσο γιὰ τὶς ἀμφοτεροπλεύρους ὅσο καὶ γιὰ τὶς τράνζιτο μεταφορές.

8. Ἐπιστρέφοντας πίσω τράνζιτο ἀπαιτεῖται καινούργια ἄδεια γιὰ τὴ φόρτωση ὀχήματος στὸ ἔδαφος ἄλλης χώρας.

9. Τὰ ἀπαιτούμενα ἔγγραφα στοιχεῖα καὶ στατιστικὰ δεδομένα θὰ ἀνταλλαγοῦν ἀμοιβαίως σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 9 τῆς Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκεια τῶν συνόδων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς. Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτό, ὁ ἀριθμὸς τῶν ταξειδίων καὶ ὁ ὄγκος τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων σὲ τόννους ἐπροτάθησαν σὰν χαρακτηριστικὰ στοιχεῖα.

10. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν ὅπως ἡ διανομὴ ἀδειῶν γίνει μέσῳ τῶν ἁρμοδίων ὑπηρεσιῶν. Σὲ ἐξαιρετικὲς περιπτώσεις καὶ μὲ τὴν προηγουμένη συγκατάθεση τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, ἡ ἄδεια θὰ παρέχεται στὰ σύνορα μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν.

Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτό, ἁρμόδιες ἀρχὲς εἶναι :

Ὑπουργεῖο Συγκοινωνιῶν, Γενικὴ Διεύθυνση Μεταφορῶν, Ἀθῆναι,

Ὑπουργεῖο Ἐσωτερικῶν Τσεχικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας, Πράγα,

Ὑπουργεῖο Ἐσωτερικῶν Σλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας. Μπρατισλάβα.

11. Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ ἐκδώσουν ἄδειες καθ' ὑπέρβαση τοῦ ἐπιτρεπομένου ἀριθμοῦ ἔναντι καταβολῆς τοῦ ἀντιστοίχου διοικητικοῦ τέλους.

Θέμα 2.

12. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες ἀντήλλαξαν στατιστικὰ δεδομένα σχετικὰ μὲ τὴν ἀνάπτυξη τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν γιὰ τὸ 1977 καὶ τὸ 1978. Μὲ βάση αὐτὰ τὰ δεδομένα, θὰ ἠδύνατο νὰ λεχθῇ ὅτι ἐπετεύχθη σημαντικὴ αὔξηση τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν γιὰ τὸ 1978.

Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία δήλωσε ὅτι ἡ αὔξηση τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἀπὸ τὴν Τσεχοσλοβακία πρὸς τὴν Ἑλλάδα ἐπηρεάσθη εὐμενῶς μὲ τὴ χρήση τῆς Ἑλληνικῆς γραμμῆς φέρρυ-μπὼτ Βόλου-Συρίας.

Θέμα 3.

13. Οἱ ἀντιπροσωπεῖες δήλωσαν ὅτι ἀντηλλάγησαν προσωρινὰ 500 ἄδειες γιὰ τὸ ἔτος 1979.

Ἀμφότερες οἱ ἀντιπροσωπεῖες λαμβάνοντας ὑπ' ὄψη τὴν προβλεπομένη ἐπέκταση τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, συμφώνησαν στὴν ἀνταλλαγὴ 1600 ἀδειῶν γιὰ ἀμφοτεροπλεύρους διαμετακομιστικὲς μεταφορὲς ἐμπορευμάτων μέσα στὸ 1979.

Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία πρότεινε τὴν ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ 200 ἀδειῶν γιὰ μεταφορὲς πρὸς τρίτες χῶρες μέσα στὸ 1979. Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία συμφώνησε νὰ δοθοῦν στοὺς μεταφορεῖς κάθε μιᾶς χώρας 30 εἰδικὲς ἄδειες γιὰ μεταφορὲς ἐμπορευμάτων πρὸς τρίτα κράτη. Ἡ τσεχοσλοβακικὴ πρόταση γιὰ μεγαλύτερο ἀριθμὸ θὰ μεταφερθῇ στὶς Ἑλληνικὲς ἀρχές.

14. Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ παράσχουν ἡ μία τὴν ἄλλη μὲ τὶς ὑπόλοιπες ἄδειες γιὰ τὸ 1979 μέχρι τὸ τέλος Ἰουνίου τοῦ ἔτους αὐτοῦ.

15. Ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν γιὰ τὸ 1980 θὰ συμφωνηθεῖ κατὰ τὴ διάρκεια τῆς δευτέρας συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ποὺ θὰ λάβει χώρα μέσα στὸ 1980.

Προσωρινά, ὁ ἀριθμὸς ἀδειῶν ποὺ ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 13 θὰ ἀνταλλαγεῖ ἀμοιβαία τὸν Νοέμβριο τοῦ 1979.

Θέμα 4.

16. Οἱ ἀντιπροσωπεῖες ἐνημέρωσαν ἡ μία τὴν ἄλλη γιὰ τὶς διεθνεῖς συμβάσεις ποὺ ἀναφέρονται στὶς ὁδικὲς μεταφορὲς καὶ οἱ ὁποῖες εἶναι δεσμευτικὲς γι' αὐτοὺς καὶ γιὰ τὴν συμμετοχὴ τῶν μεταφορέων τους ὡς μελῶν σὲ διεθνεῖς ὀργανισμούς.

Θέμα 5.

17. Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνέφερε ὅτι ἡ θερινὴ ὥρα γιὰ τὸ 1979 θὰ ἀρχίσει στὴν Τσεχοσλοβακία ἀπὸ τὴν 1η Ἀπριλίου.

18. Ἡ Οὐγγρικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπέσυρε τὴν προσοχὴ τῆς Ἑλληνικῆς στὸ γεγονὸς ὅτι λόγῳ ἐπισκευῆς τῆς γέφυρας στὸ Δούναβη δὲν θὰ πραγματοποιηθεῖ ἡ ὁδικὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων μέσῳ τῆς συνοριακῆς ὁδικῆς ἀρτηρίας KOMARNO - KOMAPOM. Ὁ προαναφερθεὶς ὁδικὸς συνοριακὸς κόμβος θὰ παραμείνει κλειστὸς γιὰ τὴ διακίνηση ἐπιβατηγῶν ὀχημάτων.

Σὰν ἐναλλακτικὴ λύση προτείνονται τὰ ὁδικὰ συνοριακὰ σημεῖα SAHY - PARASSAPUZSTA καὶ HRHNICNA PRI HORNADE - TORNYOSNEMETI.

19. Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία παρέσχε πληροφορίες στὴν Τσεχοσλοβακικὴ γιὰ τὴν ἐπέκταση καὶ τὸν ἐκσυγχρονισμὸ τοῦ ἑλληνικοῦ λιμανιοῦ τοῦ Βόλου ποὺ σκοποῦν τὴν διευκόλυνση τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

20. Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία μετέφερε στὴν Τσεχοσλοβακικὴ πληροφορίες γιὰ τοὺς ὁδηγοὺς ξένων φορτηγῶν ὀχημάτων εὑρισκομένων στὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

21. Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία πρότεινε ὅπως ἡ δεύτερη σύνοδος τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς λάβει χώρα στὴν Ἑλλάδα ἐντὸς τοῦ 1980 καὶ ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀπεδέχθη τὴν πρόταση μὲ εὐχαρίστηση.

22. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες ἐξέφρασαν τὴν εὐαρέσκειά τους γιὰ τὴν φιλικὴ ἀτμόσφαιρα καὶ τὴν ἀμοιβαία κατανόηση ποὺ ἐπεκράτησαν κατὰ τὴ διάρκεια τῶν ἐργασιῶν τῆς συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐγένετο ἐν Πράγα στὶς 12 Μαΐου 1979.

Γιὰ τὴν ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία (ὑπογραφή)	Γιὰ τὴν τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία (ὑπογραφή)

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1979 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κ.λπ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
6. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	600
8. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
9. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν»	»	10.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	1.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000
ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴ Γενικὴ Δ/νση τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὴ [illegible] στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΑΘΑΝ ΠΑΝ ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ